

RAPPORT N° 2022/5-05
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 27 octobre 2022

OBJET : Présentation et approbation d'une convention de participation CINOR pour la future exposition-congrès 'AMBITIONS PLANETE' organisée par NORDEV les 9 et 10 novembre 2022 au Parc des Expositions et Congrès Auguste Legros à Saint Denis

NORDEV et différents organismes institutionnels, plusieurs EPCI dont la CINOR pour son territoire, la Ville de Saint-Denis, et des acteurs privés, ont souhaité inscrire la thématique du réchauffement climatique et de la transition écologique dans leurs actions de développement en impulsant l'organisation d'un congrès, au Parc des Expositions et des Congrès de Saint-Denis, sur le thème de la préservation de la planète.

L'ambition effectivement affirmée vise à inscrire notre espace de vie de l'Océan Indien dans une dynamique collaborative visant à accentuer le développement d'un mode de consommation plus respectueux de la Planète, en prenant en considération le réchauffement climatique et la résilience sur nos territoires insulaires.

Les îles de l'océan Indien bénéficient d'une reconnaissance internationale pour la richesse de leurs écosystèmes et de la biodiversité exceptionnelle de ces îles avec un fort taux d'endémisme, tant terrestre que marin. La préservation de cette biodiversité terrestre et marine, les enjeux sur ces zones en lien avec les activités humaines (gestion des déchets, pratiques agro écologiques, écosystèmes côtiers, habitat et urbanisation, pollutions, gestion des cycles de l'eau /assainissement et eau potable, concernent les collectivités et les politiques publiques de nos territoires.

Le rayonnement de nos territoires permet de proposer une démarche '**Ambitions Planète**' se traduisant par la mise en place en novembre prochain, **les 9 et 10 novembre 2022**, au parc des expositions et congrès Auguste Legros à Saint Denis, d'un congrès et exposition, dans une configuration expo-salon avec de nombreux invités.

Différents enjeux sont mis en avant et affichés tels que :

La préservation de la biodiversité, la consommation responsable, manière de consommer qui est à la fois respectueuse de l'environnement, bénéfique économiquement et socialement, et bonne pour la santé. Ces démarches sont innovantes à l'échelle régionale et insulaire OI.

Les secteurs d'activités concernent principalement les volets :

• Alimentaire	• Energie
• Transports	• Produits de consommation
• Numérique	• Finance (investissement dans structures et projets responsables)
• Produits en fin de vie	• Environnement
• Habitat	

Les thèmes proposés pour les ateliers et échanges concerneront 7 sujets :

• Biodiversité et climat	• Economie circulaire
--------------------------	-----------------------

• Energies renouvelables	• Gestion des déchets
• Alimentation Agriculture	• aménagement et urbanisme
• Transport - intermodalité	

Le format de l'événement est défini comme suit :

- Les Iles et territoires de l'Océan Indien concernés (Comores, Mayotte, Réunion, Seychelles, Maurice et Madagascar)
- Participants institutionnels : Etat, Région et département, chambres consulaires, Université de la Réunion, EPCI et Communes
- Organismes et associations scientifiques, associations de consommateurs,
- Participants extérieurs identifiés
- Entreprises et partenaires
- Autres partenaires
-

Un grand témoin est d'ores et déjà programmé également.

Entre 200 et 300 personnes et participants sont attendus. Cette manifestation jouxtera également un accueil de nombreux scolaires sur le parc à la même date (plus de 3000).

Le congrès de son côté permettra à ses participants, au regard des expériences de chacun, d'engager ou d'ajuster des actions opérationnelles liées aux différentes thématiques abordées. Il s'inscrira dans la durée pour permettre d'engager et évaluer les actions mises en œuvre de préservation des territoires.

L'objectif consistera aussi à sensibiliser la population, et à cerner les objectifs environnementaux, découvrir les actions et mesures engagées sur la zone OI et informer sur les initiatives prises ou envisagées de sauvegarde et de valorisation durable.

Le montant prévisionnel du budget prévu pour la tenue, l'organisation et l'animation complète de l'événement est évalué à 240 K€.

Le plan de financement (compte d'exploitation en dépenses et recettes) sera prochainement présenté en Bureau Communautaire sur une estimation de participation de la CINOR dans le champ de ses domaines de compétences et d'actions à hauteur de 55 K€. D'autres participants viennent également collaborer au financement de cette manifestation.

Une convention de partenariat est proposée à l'appui du présent rapport.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le plan de financement prévisionnel de cette opération présenté par NORDEV ;
- Approuver la participation de la CINOR définie à hauteur de 55 K€
- M'autoriser à signer la convention de partenariat annexée au présent rapport et les actes afférant à cette opération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**




Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221007-BC2022-5-05-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**DECISION N° 2022/5-05
du Bureau de la Communauté
en séance du 27 octobre 2022**

OBJET : Présentation et approbation d'une convention de participation CINOR pour la future exposition-congrès 'AMBITIONS PLANETE' organisée par NORDEV les 9 et 10 novembre 2022 au Parc des Expositions et Congrès Auguste Legros à Saint Denis

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/5-05 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-05-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement prévisionnel de cette opération présenté par NORDEV,

ARTICLE 2

D'approuver la participation de la CINOR définie à hauteur de 55 K€

ARTICLE 3

D'autoriser le président à signer la convention de partenariat annexée au présent rapport et les actes afférant à cette opération.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration)

Suffrages exprimés : 12

Vote pour : 12

Vote contre : 00

Abstention : 00

Ne prennent pas part au vote et aux débats : Brigitte ADAME, Jacques LOWINSKY et Audrey BELIM

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 09 NOV 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-05-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022